

# Rapport d'Expertise

**Ordonnance du 17 Décembre 2018**  
**N°1810354**

<b>Demande du Tribunal Administratif de Marseille :</b>	<b>Madame la Première Vice- Présidente</b>  <b>M. JOSSET</b>  <b>Juge des Référés</b>
<b>Adresse du Litige :</b>	<b>164 Avenue de la Madrague de Montredon</b>  <b>13007 Marseille</b>

Rapport du 23 Décembre 2018

Monsieur Fabrice TEBOUL, Expert désigné par le Tribunal

25 Rue Saint-Suffren 13006 Marseille

Tél : 04.91.414.414 – Fax : 04.91.410.948 – Mob : 06.09.96.78.36

e-mail : [teboulfabrice@yahoo.fr](mailto:teboulfabrice@yahoo.fr)

## TABLE DES MATIERES

<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>2</b>
<b>REFERENCES JUDICIAIRES .....</b>	<b>3</b>
<b>LES PARTIES EN PRESENCE .....</b>	<b>4</b>
<b>LA MISSION DE L'EXPERT ..Erreur ! Signet non défini.</b>	
<b>OBJET DU LITIGE .....</b>	<b>6</b>
<b>CHRONOLOGIE DE L'EXPERTISE .....</b>	<b>7</b>
<b>DEROULEMENT DE L'EXPERTISE .....</b>	<b>8</b>
<b>REPORTAGE PHOTOS .....</b>	<b>10</b>
<b>REPONDRE AUX CHEFS DE MISSION .....</b>	<b>17</b>
<b>CONCLUSIONS.....</b>	<b>20</b>
<b>PIECES ANNEXES.....</b>	<b>20</b>

## REFERENCES JUDICIAIRES

### Ordonnance N°1810354

**Ordonnance du 17 Décembre 2018**

**Requête du 14 Décembre 2018 suivant l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation**



**LES PARTIES EN PRESENCE**

<b>Services techniques de la Mairie représentés par :</b>	<b>Mr Pierre REIFF</b> <a href="mailto:preiff@marseille.fr">preiff@marseille.fr</a> <b>Mme Odile LUPORI</b> <a href="mailto:olupori@marseille.fr">olupori@marseille.fr</a> <b>Mme Dominique TESTA</b> <a href="mailto:dtesta@marseille.fr">dtesta@marseille.fr</a> <b>Mr M SAUREL</b> <a href="mailto:msaurel@mairie-marseille.fr">msaurel@mairie-marseille.fr</a>
<b>Propriétaire représenté par :</b>	<b>Mr Alexandre PANZANI</b>
<b>Expert désigné par le Tribunal:</b>	<b>Mr Fabrice TEBOUL</b>
<b>DDTM 13</b>	<b>Mr Franck ZOULALIAN</b> <a href="mailto:franck.zoulalian@bouches-du-rhone.gouv.fr">franck.zoulalian@bouches-du-rhone.gouv.fr</a> <b>Mr Michel DARLAY</b> <a href="mailto:michel.darlay@bouches-du-rhone.gouv.fr">michel.darlay@bouches-du-rhone.gouv.fr</a>

## CHEFS DE MISSION

J'ai été désigné par le Tribunal Administratif de Marseille avec pour missions de :

**1°) - de se rendre sans délai sur place ;**

**2°) - de décrire l'état de l'immeuble situé 164 avenue de la Madrague de Montredon, à Marseille (13008), parcelle cadastrée 208838 00054 ;**

**3°) - dresser constat de l'état des bâtiments mitoyens notamment au regard de son incidence éventuelle sur le péril allégué ;**

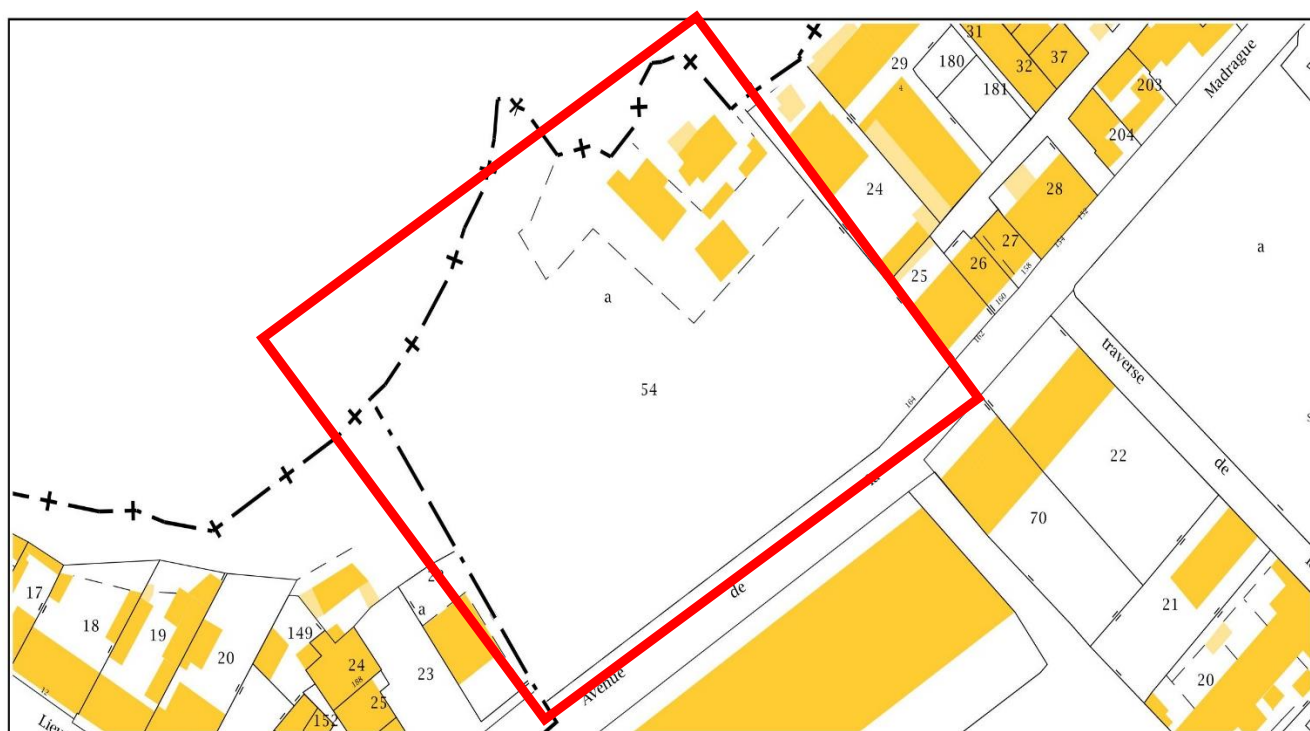
**4°) - de donner son avis sur l'existence d'un péril grave et imminent ;**

**5°) - en cas de péril grave et imminent d'indiquer en précisant la nature et les modalités, les mesures provisoires propres à mettre fin à l'imminence du péril.**

## OBJET DU LITIGE

Nous avons été missionnés par le Tribunal Administratif de Marseille pour une suspicion de péril grave et imminent concernant le bâtiment sis :

**164 Avenue de la Madrague de Montredon**  
**13008 Marseille**





**CHRONOLOGIE DE L'EXPERTISE**

Date	N°	Événement
17/12/18	1	Réception de la mission (téléphone)
17/12/18	2	Acceptation de la mission (téléphone)
17/12/18	3	Prise de convenance avec les services techniques de la ville de Marseille téléphone
17/12/18	4	Convocation téléphone
17/12/18	5	1 <sup>ère</sup> visite sur site
18/12/18	6	2 <sup>ème</sup> visite sur site
18/12/18	7	Envoi de mail informatif
23/12/18	8	Dépôt du rapport à la juridiction

## **DEROULEMENT DE L'EXPERTISE**

### **Compte-rendu de réunion du 17 Décembre 2018 à 16h30**

Nous nous sommes rendus sur site le 17 Décembre 2018 à 16h30, les services de la ville étaient représentés par Monsieur Pierre REIFF et Monsieur Michel SAUREL.

Le propriétaire bien que convoqué était absent.

Le site se compose d'une vaste parcelle en bordure du plan d'eau et de différentes constructions à savoir :

- Une ancienne maison de gardien
- Un hangar de stockage
- Un garage à bateau en sous-sol

Notre visite se fait par une maison mitoyenne les accès au N°164 étants clos.

La voisine nous indique avoir constaté l'effondrement récent d'un mur d'enceinte ayant subitement chuté dans l'eau.

Elle nous fait part de son inquiétude quant à la pérennité des ouvrages fortement menacés les jours de houle où les vagues ravinent et creusent un peu plus la butte soutenant la maison.

Nous constatons que plusieurs morceaux de murs se sont détachés et ont chutés dans l'eau.

Nous constatons également aux abords du plan d'eau, divers matériaux de constructions ainsi que des seaux de produits sans pouvoir néanmoins les identifier vu la distance.

Nous informons les autorités compétentes de notre inquiétude concernant un risque de pollution en leur demandant de bien vouloir diligenter des agents compétents en matière de domaine maritime afin de mettre en œuvre les mesures à prendre.

Nous clôturons donc notre visite.

### **Compte-rendu de réunion du 18 Décembre 2018 à 11h15**

Nous nous sommes rendus sur site le 18 Décembre 2018 à 11h15, les services de la ville étaient représentés par Madame Dominique TESTA, Madame Odile LUPORI, et Monsieur Pierre REIFF.

Le propriétaire ne pouvant être présent s'est fait représenter par Monsieur Alexandre PANZANI à cette réunion.



## DEROULEMENT DE L'EXPERTISE(SUITE)

Les services de la DDTM13 étaient représentés par Monsieur Franck ZOULALIAN, Monsieur Michel DARLAY.

Nous accédons à la parcelle par un portail donnant sur le 164 Avenue de la Madrague de Montredon, 13008 Marseille. La parcelle riche en végétation est accessible par un chemin bétonné.

Nous constatons différents bâtis en très mauvais état ; un petit hangar composé de murs en brique et d'un toit galbé en béton en grande partie détruit, les murs menaçant de s'écrouler, ainsi que pour le toit dont une partie s'est déjà effondrée.

Nous accédons sans difficulté à l'ensemble de la parcelle en enjambant un muret ; Monsieur PANZANI nous précise que ce muret mesurait environ deux mètres à l'origine mais qu'il a été détruit par des individus voulant accéder à la parcelle.

Nous poursuivons notre visite et constatons le bâti le plus menaçant à savoir « une ancienne maison de gardien ».

Cette bâtisse se situe sur le bord de mer à environ cinq mètres de l'eau. Elle est entourée de murs de clôture en pierres froides montés au mortier. Une partie de ces murs s'est effondrée dans l'eau.

La toiture de cette bâtisse composée de plaques en fibrociment est probablement amiantée à la vue de son âge (L'amiante ayant été interdite après 1997 cette toiture est largement plus ancienne).

Le reste de ces murs est partiellement en équilibre et sont tout aussi menaçants. Nous constatons également que des matériaux ainsi que des produits chimiques jonchent le sol à deux mètres de l'eau.

L'érosion continue de la mer sur les terres et les roches composées de conglomérats a totalement déstabilisé cet ensemble menaçant sous peu de s'effondrer.

Par ailleurs, nous pouvons constater qu'un talus de terre d'environ 20 mètres de haut s'est partiellement effondré.

Les informations reçues par le voisinage nous font part d'une pollution de ces mêmes terres ; Monsieur PANZANI nous confirme effectivement cette pollution et nous indique qu'un projet immobilier est en cours et qu'il est conditionné par la dépollution de ces mêmes terres.

Nous clôturons donc notre visite et confirmons la présence **d'un arrêté de péril grave et imminent.**

## REPORTAGE PHOTOS



DOSSIER-2018 - Fabrice TEBOUL-25 Rue Saint-Suffren-13006-MARSEILLE- Expertise Judiciaire – Ordonnance N°1810354 -





Fissures des cloisons indiquant un mouvement de plancher

Glissement de terrain lié à l'érosion de la mer



Zone d'effondrement





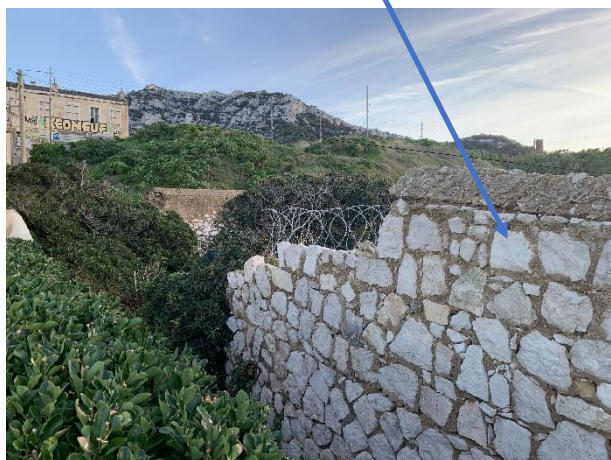
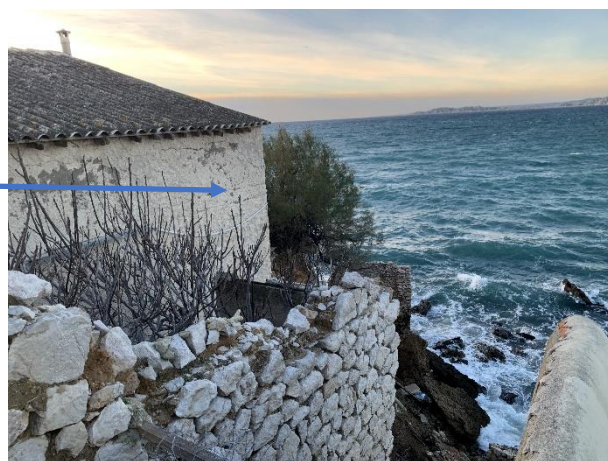
Zone d'effondrement

Gravats, déchets,  
Murs effondrés

Talus en cours de  
glissement



Instabilité globale  
des ouvrages liée à  
l'érosion

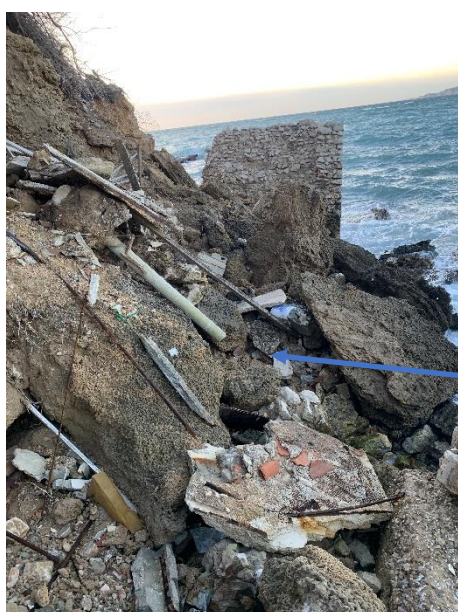
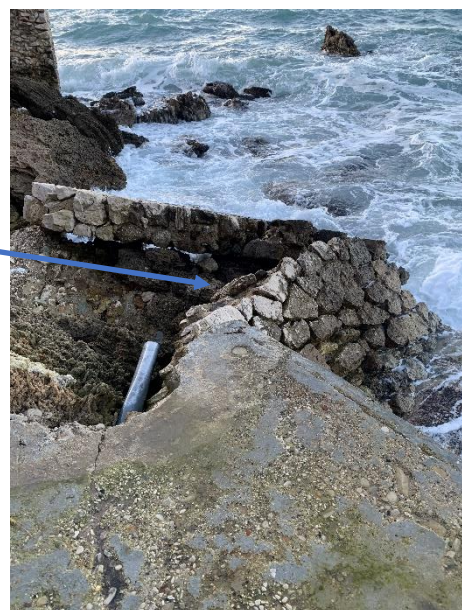






Toiture amiantée

Murs effondrés

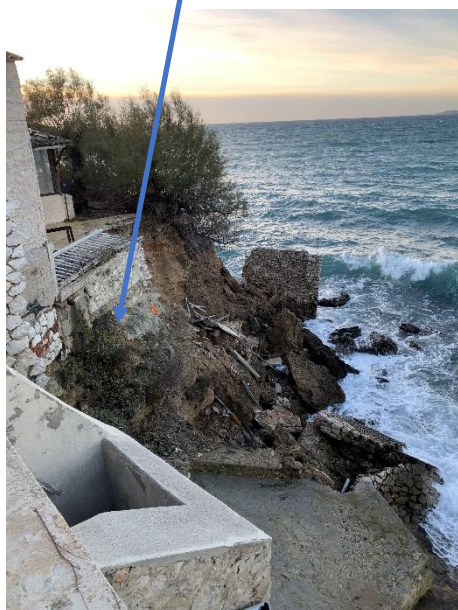
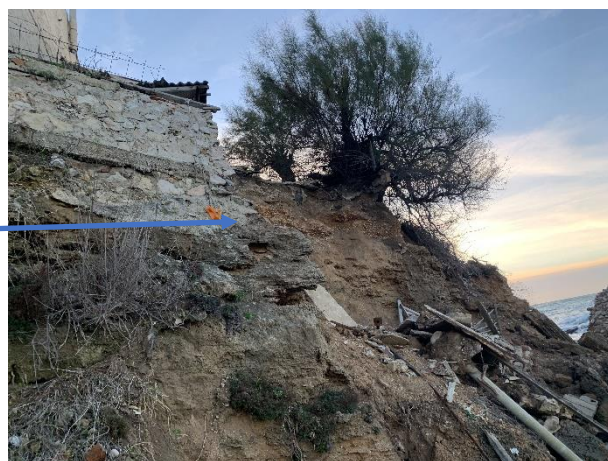


Déchets divers  
sur front de mer





Zone menaçante  
effondrée et en cours  
d'effondrement





## Vue aérienne des mesures à prendre

## REPONSES AUX CHEFS DE MISSION

### 1°) - de se rendre sans délai sur place ;

Nous nous sommes rendus sur site en date des 17 Décembre 2018 à 16h30 et 18 Décembre à 11h15.

### 2°) - de décrire l'état de l'immeuble situé 164 avenue de la Madrague de Montredon, à Marseille (13008), parcelle cadastrée 208838 00054 ;

« ...La voisine nous indique avoir constaté un effondrement récent d'un mur tombé dans l'eau...

...les vagues ravinent et creusent un peu plus la butte soutenant la maison...

...Nous constatons que plusieurs morceaux de murs se sont détachés et ont chutés dans l'eau...

...Nous constatons également divers matériaux de constructions ainsi que des seaux de produits sans pouvoir néanmoins les identifier ...

... Nous informons les autorités compétentes de notre inquiétude concernant un risque de pollution en leur demandant de bien vouloir diligenter des agents compétents en matière de domaine maritime afin de mettre en œuvre les mesures à prendre...

...Nous constatons différents bâtis en très mauvais état ; un petit hangar composé de murs en brique et d'un toit galbé en béton en grande partie détruit, les murs menaçant de s'écrouler, ainsi que pour le toit dont une partie s'est déjà effondrée...

...mais qu'il a été détruit par des individus voulant accéder à la parcelle...

...et constatons le bâti le plus menaçant à savoir « une ancienne maison de gardien...

...une partie de ces murs s'est effondrée dans l'eau, la toiture de cette bâtisse composée de plaques en fibrociment est probablement amiantée ...

...Le reste de ces murs est partiellement en équilibre et sont tout aussi menaçants, nous constatons également que des matériaux ainsi que des produits chimiques jonchent le sol à deux mètres de l'eau...

...en effet une évolution déstabiliserait inéluctablement la maison ainsi que les murs d'enceinte...

...nous pouvons constater qu'un talus de terre d'environ 20 mètres de haut s'est partiellement effondré...

...d'une pollution de ces mêmes terres ... »



## REPONSES AUX CHEFS DE MISSION(SUITE)

### **3°) - dresser constat de l'état des bâtiments mitoyens notamment au regard de son incidence éventuelle sur le péril allégué ;**

La maison nous ayant permis lors de notre première visite de visualiser la parcelle voisine ne présente actuellement pas de pathologie particulière.

Le bâtiment mitoyen à la parcelle correspondant au CIQ de quartier ne présente pas non plus de pathologie particulière.

Nous précisons toutefois ne pas avoir pu visiter l'intérieur de ces bâtiments.

### **4°) - de donner son avis sur l'existence d'un péril grave et imminent ;**

Nous confirmons l'existence d'un péril grave et imminent et demandons à ce que l'ensemble de cette parcelle soit sécurisé afin d'éviter toute intrusion dans cet environnement menaçant.

**Nous confirmons l'existence d'un péril grave et imminent.**

### **5°) - en cas de péril grave et imminent d'indiquer en précisant la nature et les modalités, les mesures provisoires propres à mettre fin à l'imminence du péril.**

Ces mesures provisoires étant fastidieuses à mettre en œuvre, car devant être réalisées aussi bien sur terrain privé que sur le domaine maritime,

un avis des différents services sera requis par :

- La Ville de Marseille
- La Préfecture
- La DDTM13
- Tout autre service compétent en la matière

## REPONSES AUX CHEFS DE MISSION(SUITE)

Nous préconisons les mesures suivantes :

- Mise en œuvre d'un périmètre de sécurité sur le plan d'eau (Voir vue aérienne mesures à prendre)
- Dépollution de la toiture amiantée
- Condamnation des accès par tout moyen d'obstruction résistant
- Intervention d'un géotechnicien afin de déterminer la stabilité du talus impactant sur le bâtiment mitoyen (CIQ)
- La stabilisation de la maison impactée étant fortement compromise, une solution de confortement pourra être proposée.

Nous confirmons l'existence d'un péril grave et imminent et demandons à ce que l'ensemble du site soit sécurisé et les mesures prises sans délais.

**Nous confirmons l'existence d'un péril grave et imminent.**

## **CONCLUSIONS**

**Après avoir visité l'ensemble de la parcelle ainsi que les immeubles mitoyens, nous avons pu constater une instabilité importante du talus ainsi qu'un effondrement en cours des abords de la maison du gardien présentant un risque important d'atteinte à la sécurité des différents utilisateurs du littoral et du plan d'eau.**

**-A la vue de l'instabilité du talus**

**-A la vue de l'effondrement en cours des murs d'enceintes du bâtiment**

**-A la vue de l'instabilité structurelle de la maison du gardien**

**-A la vue du risque de pollution du domaine maritime lié à différents produits et matières toxiques.**

**En conséquence de ces différents points techniques nous confirmons l'existence d'un péril grave et imminent pour l'ensemble de la parcelle.**

**À la vue de tous ces éléments nous préconisons les mesures conservatoires suivantes :**

**-Mise en œuvre d'un périmètre de sécurité sur le plan d'eau (Voir vue aérienne mesures à prendre)**

**-Dépollution de la toiture amiantée**

**-Condamnation des accès par tout moyen d'obstruction résistant**

**-Intervention d'un géotechnicien afin de déterminer la stabilité du talus impactant sur le bâtiment mitoyen (CIQ)**

**-La stabilité de la maison étant fortement compromise, une solution de confortement pourra être envisagée.**

**Les mesures prescrites ne font pas office de CCTP ou descriptif de travaux, cette liste est non exhaustive et pourra être complétée par « un homme de l'art ».**

**Compte-tenu de la dangerosité de ce site, ces différentes mesures doivent être prises sans délais.**



## PIECES ANNEXES

TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE MARSEILLE

N° 1810354

VILLE DE MARSEILLE

Mme Josset  
Juge des référés

Ordonnance du 17 décembre 2018

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Marseille,  
Le juge des référés

Vu la procédure suivante :

Par une requête, enregistrée le 14 décembre 2018, le maire de Marseille demande au juge des référés du Tribunal de nommer un expert avec mission de décrire et examiner l'immeuble situé 164 avenue de la Madrague de Montredon, à Marseille (13008), parcelle cadastrée 208838 00054, Quartier Montredon, appartenant à la Société française de Produits Tatriques Mante – SFPTM représentée par M. Pascal Roudier, de dresser constat de l'immeuble et de proposer des mesures de nature à mettre fin à l'imminence du péril s'il la constate ; il expose que ledit bâtiment entre dans le cas prévu à l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation ;

Vu :

- le courrier d'avertissement à la SFPTM ;
- les autres pièces du dossier ;
- le code de la construction et de l'habitation ;
- le code de justice administrative ;

1. Aux termes de l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation :  
« En cas de péril imminent, le maire, après avertissement adressé au propriétaire, demande à la juridiction administrative compétente la nomination d'un expert qui, dans les vingt-quatre heures qui suivent sa nomination, examine les bâtiments, dresse constat de l'état des bâtiments mitoyens et propose des mesures de nature à mettre fin à l'imminence du péril s'il la constate (...) ».

2. En l'espèce, la mesure d'expertise sollicitée par le maire de Marseille entre dans le champ d'application de la disposition précitée. Il y a lieu de faire droit à cette demande.

ORDONNE

Article 1<sup>er</sup> : M. Teboul Fabrice, demeurant 25 Cours Gouffé à Marseille (13006), est désigné en qualité d'expert. Il aura pour mission :

- de se rendre sans délai sur place ;
- de décrire l'état de l'immeuble situé 164 avenue de la Madrague de Montredon, à Marseille (13008), parcelle cadastrée 208838 00054 ;
- dresser constat de l'état des bâtiments mitoyens notamment au regard de son incidence éventuelle sur le péril allégué ;
- de donner son avis sur l'existence d'un péril grave et imminent ;
- en cas de péril grave et imminent d'indiquer en précisant la nature et les modalités, les mesures provisoires propres à mettre fin à l'imminence du péril.

Article 2 : L'expert déposera son rapport au greffe du tribunal en 2 exemplaires (1 exemplaire numérique + 1 exemplaire papier) dans les 24 heures qui suivent sa nomination. Il en communiquera directement, dans le même délai et par tout moyen utile, une copie à la ville de Marseille et à la SFPTM.

Article 3 : Les frais et honoraires dus à l'expert seront taxés ultérieurement par ordonnance du président du Tribunal qui désignera la ou les parties qui en assumeront la charge conformément à l'article R. 621-13 du code de justice administrative.

Article 4 : La présente ordonnance sera notifiée à la ville de Marseille et à l'expert. La ville de Marseille procèdera à la notification à la SFPTM.

Fait à Marseille, le 17 décembre 2018.

La première vice-présidente,  
Juge des référés,

signé

M. Josset

La république mande et ordonne au Préfet des Bouches-du-Rhône, en ce qui le concerne et à tous les huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente ordonnance.

Pour expédition conforme,

P/Le greffier en chef,

Le greffier.

REPUBLIQUE FRANCAISE

Marseille, le 18/12/2018

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE MARSEILLE**

22-24, rue Breteuil  
13281 MARSEILLE CEDEX 06  
Téléphone : 04.91.13.48.33  
Télécopie : 0491.81.13.87/89

1810354-0

Greffé ouvert du lundi au vendredi de  
8h30 à 12h00 - 13h30 à 16h45

Monsieur TEBOUL Fabrice  
25 Cours Gouffé  
13006 MARSEILLE

Dossier n° : 1810354-0

*(à rappeler dans toutes correspondances)*

COMMUNE DE MARSEILLE c/ SOCIETE

FRANCAISE DE PRODUITS TARTRIQUES

Vos réf. : Péril imminent 164 avenue de la Madrague de

Montredon 13008 MARSEILLE

**TRANSMISSION DU DOSSIER A L'EXPERT**

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli :

- l'ordonnance vous désignant comme expert et définissant votre mission ;
- une prestation de serment à retourner au Tribunal administratif de Marseille ;
- un état des frais et honoraires ;
- le dossier de l'affaire (mémoires et pièces jointes) à retourner au Tribunal administratif de Marseille après l'accomplissement de la mission.

Je vous rappelle que les règles procédurales applicables aux constats devant les juridictions administratives sont régies par les articles R. 531-1 et R. 531-2 du code de justice administrative.

En application des dispositions de l'article R. 621-9, il vous appartient de déposer votre rapport au greffe, en double exemplaire, dans le délai qui vous est imparti par l'ordonnance et de le notifier, en copie, aux parties intéressées. Sur leur accord préalable, vous pouvez opérer cette notification par voie de transmission électronique.

Si vous rencontrez une difficulté dans la conduite de votre mission, vous pouvez contacter le président de la juridiction.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le greffier en chef,  
ou par délégation le greffier,

\_\_\_\_\_  
Pour les besoins de l'instruction, du suivi du dossier et de son jugement, certaines informations font l'objet d'un traitement informatique. Les destinataires sont, pour les affaires qui les concernent et sous réserve des règles relatives au secret de l'instruction, les personnes parties au procès, les membres et personnels de la juridiction administrative. Conformément à la loi " informatique et libertés " du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant au président du tribunal administratif.

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE MARSEILLE**

22-24, rue Breteuil  
13281 MARSEILLE CEDEX 06  
Téléphone : 04.91.13.48.33  
Télécopie : 0491.81.13.87/89

Dossier n° : 1810354-0

*(à rappeler dans toutes correspondances)*

COMMUNE DE MARSEILLE c/ SOCIETE FRANCAISE  
DE PRODUITS TARTRIQUES

Vos réf. : Péril imminent 164 avenue de la Madrague de  
Montredon 13008 MARSEILLE

**PRESTATION DE SERMENT**

Article R. 621-3 du code de justice administrative

Je, soussigné, Monsieur Fabrice TEBOUL, expert désigné pour procéder à l'expertise ordonnée par décision du 17/12/2018 dans l'instance présentée par la partie suivante : COMMUNE DE MARSEILLE, certifie, sur la foi du serment, que je m'engage à accomplir ma mission avec conscience, objectivité, impartialité et diligence, et dans le respect des délais impartis par la décision qui m'a commis.

Fait à Marseille , le 17 Décembre 2018

L'expert,



***La présente attestation devra être complétée et retournée au tribunal administratif de Marseille, dans un délai de trois jours (article R. 621-3 du code de justice administrative).***


REPUBLIQUE FRANCAISE  
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE  
MARSEILLE

Assujettit(e) à la TVA ☒ oui ☐ non

ETAT des FRAIS et HONORAIRES de M. / Mme ...Fabrice TEBOUL....  
demeurant ...25 Rue Saint-Suffren, 13006 Marseille.....  
désigné(e) comme ☒ expert ☐ sapiteur dans l'instance n° ..1810354.....  
par ordonnance ou jugement du .....17 Décembre 2018.....

1. ETAT DES FRAIS (fournir les pièces justificatives) préciser néant, en l'absence de frais						Sommes demandées	
						TTC	dont TVA déductible*
<b>1.1 FRAIS de TRANSPORT</b>							
Parcours		Automobile		S.N.C.F.			
	Km	Tarif du km	Montant	prix du billet			
de	-	-	-	-			
à	-	-	-	-			
de	-	-	-	-			
à	-	-	-	-			
de	-	-	-	-			
Total							
<b>1.2 FRAIS d'HOTELLERIE et de RESTAURATION</b>							
Dates	Restauration		Hôtellerie				
	Nombre de repas	Montant	Nombre de nuitées	Montant			
Le	-	-	-	-			
Le	-	-	-	-			
Le	-	-	-	-			
Total							
<b>1.3 AUTRES FRAIS</b>							
Ces frais doivent être justifiés par des factures							
1.3.1	Frais de secrétariat et de correspondance						
1.3.2	Frais de laboratoire						
1.3.3	Tirages de plans, photos, relevés ...						
1.3.4	Autres frais						
Total							
<b>1.4 Total des frais (1.1 + 1.2 + 1.3)</b>						a	b
<b>1.5 Total des frais hors TVA déductible par l'expert ou le sapiteur (a - b)</b>							

\* Seuls les experts et sapiteurs assujettis à la TVA ont besoin de remplir cette colonne.

<b>2. HONORAIRES</b>									
	<b>Demandes de l'expert</b>				<b>Montants demandés (HT)</b>	<b>Nombre de vacations</b>	<b>Tarif horaire</b>	<b>Montant des frais et honoraires</b>	
	<b>Dates</b>	<b>Nombre d'heures</b>	<b>Tarif horaire</b>						
2.1 Visites des lieux ou examen du patient	17/12/2018	1h30	120€00		180€00	1	120€00	180€00	
	18/12/2018	2h00	120€00		240€00	1	120€00	240€00	
	Total								
2.2 Réunions au bureau de l'expert									
	Total								
2.3 Etudes et recherches									
2.4 Rédaction du rapport	23/12/2018	3h30	120€00		420€00	1	120€00	420€00	
2.5 Temps consacré aux transports	18/12/2018	2h00	60€00		60€00	2	60€00	120€00	
2.6 Total des honoraires (2.1 + 2.2 + 2.3 + 2.4 + 2.5)								960€00	
<b>3 TOTAL des FRAIS et HONORAIRES à rembourser (1.5 + 2.6)</b>									
<b>4 TOTAL des FRAIS et HONORAIRES à rembourser TVA incluse* (application du taux de 20 % au montant figurant en 3)</b>									
* Uniquement pour les experts ou sapiteurs assujettis à la TVA.									
* Si le montant des honoraires d'expertise et des remboursements de frais de l'année précédente ne dépasse pas un certain montant, les experts peuvent bénéficier d'une franchise les dispensant du paiement de la T.V.A. en application de l'article 293 B du code général des impôts. Ils peuvent néanmoins opter pour le paiement de la T.V.A.									
Le ...23/12 /2018.....									
Signature 									
1152€00									



**Le présent rapport est clos et comporte 27 pages**

**Marseille le 23 Décembre 2018**

**Fabrice TEBOUL**

**Expert désigné par le Tribunal**



**Diffusion du rapport :**

**Tribunal Administratif : 1 Exemplaire déposés au greffe**

**1 Exemplaire PDF**

**Services techniques de la ville : 1 Exemplaire PDF**

**Représentant de la copropriété : 1 Exemplaire PDF**